



Campagne mondiale
contre le SIDA

ÉCOUTER, APPRENDRE, VIVRE !

Avec les jeunes et les enfants, en campagne contre le SIDA

Secrétariat

ONUSIDA

Comité directeur

• ONUSIDA
et organismes coparrainants :

UNICEF

PNUD

FNUAP

PNUCID

UNESCO

OMS

BANQUE MONDIALE

• *Autres :*

Association mondiale des Guides
et des Eclaireuses

Fédération internationale
des Sociétés de la Croix-Rouge
et du Croissant-Rouge

Internationale de l'Éducation

International Save the Children Alliance

MTV International

Organisation Mondiale
du Mouvement Scout

ONUSIDA

20, avenue Appia

CH-1211 Genève 27

Tél. (+41 22) 791 47 65

Fax (+41 22) 791 48 98

<http://www.unaids.org>

courrier électronique :

renaudt@unaids.org

Questions fondamentales et propositions d'action

Campagne mondiale contre le SIDA, 1999

Programme commun des Nations Unies
sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), 1999

ONUSIDA (Avril 1999)

© Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) 1999. Tous droits de reproduction réservés. Cette publication peut être librement commentée, citée, reproduite ou traduite, partiellement ou en totalité, à condition de mentionner la source. Elle ne saurait cependant être vendue ni utilisée à des fins commerciales sans l'accord préalable, écrit, de l'ONUSIDA. (Contacter : Centre d'information de l'ONUSIDA).

ONUSIDA – 20 avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse
Tél. (+4122) 791 46 51 – Fax (+4122) 791 41 65
Courrier électronique: unaids@unaids.org – <http://www.unaids.org>

Questions fondamentales et propositions d'action

Campagne mondiale contre le SIDA, 1999



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

UNICEF • PNUD • FNUAP • PNUCID
UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

**Programme commun des Nations Unies
sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)
1999**

Table des matières

	Pages
Ecouter, apprendre, vivre!	
Avec les enfants et les jeunes, en campagne contre le SIDA	7
Objectif 1:	
Souligner la nécessité d'écouter les enfants et les jeunes	8
Objectif 2:	
Renforcer les programmes de lutte contre le SIDA destinés aux enfants et aux jeunes	10
Dix domaines d'action pour renforcer les programmes de lutte contre le SIDA à l'intention des enfants et des jeunes	10
1. Des politiques nationales qui protègent les droits des enfants et des jeunes et les rendent moins vulnérables au VIH/SIDA	11
2. La participation des enfants et des jeunes à la prise de décisions ainsi qu'au soutien et à l'éducation de leurs pairs	12
3. La communication pour remettre en question les règles sociales qui accroissent le risque d'infection à VIH chez les enfants et les jeunes	13
4. Un vrai dialogue entre les adultes, les jeunes et les enfants	15
5. Des opportunités de travail et une formation professionnelle aux enfants et aux jeunes, pour réduire leur vulnérabilité à l'infection par le VIH	16
6. Une éducation scolaire et extrascolaire de qualité dans les domaines des compétences psychosociales, de la santé sexuelle et du VIH/SIDA	17
7. Des services de santé sensibles aux besoins des enfants et des jeunes	19
8. Un soutien et une prise en charge aux enfants et aux jeunes qui vivent avec le VIH/SIDA et sont touchés ou rendus orphelins par l'épidémie	20
9. Réduction de la stigmatisation et la discrimination qui entourent le VIH/SIDA	21
10. Prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant	22

Les partenaires de Ecouter, apprendre, vivre!
Avec les enfants et les jeunes,
en campagne contre le SIDA

L'Association mondiale des Guides et des Eclaireuses est une des plus grandes organisations de jeunesse; elle regroupe près de 10 millions de jeunes filles et jeunes femmes dans 136 pays; elle contribue à leur donner les moyens de développer leur potentiel de citoyennes responsables.

La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge avec son réseau exceptionnel de 175 sociétés nationales, la Fédération a un accès privilégié à ses jeunes volontaires dans les pays en développement.

L'Internationale de l'Education est une organisation syndicale mondiale des personnels enseignants, dont les 23 millions de membres représentent tous les secteurs de l'éducation, de l'enseignement préscolaire à l'université, dans 148 pays et territoires.

L'International Save the Children Alliance est une association d'organisations bénévoles œuvrant dans plus de 100 pays du globe au profit des enfants, de leurs familles et de leur environnement. Toute l'action de Save the Children est fondée sur la promotion et la protection des droits de l'enfant. L'association s'efforce en outre d'associer pleinement les enfants aux décisions qui ont une portée sur leur développement.

MTV International est la chaîne de télévision la plus populaire parmi les jeunes; elle touche un quart de tous les ménages dotés de la télévision dans le monde.

L'Organisation mondiale du Mouvement Scout regroupe plus de 25 millions d'éclaireurs dans 216 pays et territoires; ces jeunes apprennent à développer leurs connaissances, leurs compétences et les attitudes qui feront d'eux des citoyens et des leaders responsables et autonomes.

Ecouter, apprendre, vivre! **Avec les enfants et les jeunes,** **en campagne contre le SIDA**

La Campagne mondiale contre le SIDA 1999 – ***Ecouter, apprendre, vivre!*** – traite de la communication avec les enfants et les jeunes. Elle entend prolonger la dynamique suscitée par les deux campagnes précédentes, la Campagne 1997, sur le thème *Les enfants vivant dans un monde marqué par le VIH/SIDA* et la Campagne 1998, qui portait sur *Les jeunes, force du changement*.

La campagne ***Ecouter, apprendre, vivre!*** a deux grands objectifs. Le premier est d'**encourager l'opinion publique d'être à l'écoute des enfants et des jeunes**, si l'on veut que les actions de prévention et de prise en charge du SIDA soient efficaces. Le deuxième objectif est de **renforcer les programmes de lutte contre le SIDA** destinés aux enfants et aux jeunes dans dix domaines d'action.

La campagne a été élaborée par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), ses coparrainants et plusieurs organisations partenaires. Les organismes coparrainants de l'ONUSIDA sont les suivants:

- le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF),
- le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD),
- le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP),
- le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID),
- l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO),
- l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et
- la Banque mondiale.

Cette année, la Campagne compte les organisations non gouvernementales suivantes parmi ses partenaires: l'Association mondiale des Guides et des Eclaireuses, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'Internationale de l'Education, l'International Save the Children Alliance, MTV International et l'Organisation mondiale du Mouvement Scout.

Objectif 1: Souligner la nécessité d'écouter les enfants et les jeunes

Les campagnes de lutte contre le SIDA à l'intention des jeunes sont plus que jamais nécessaires — telle est la triste réalité. Nos enfants et nos jeunes continuent à être exposés et infectés. Plus de la moitié de toutes les personnes qui deviennent séropositives dans le monde sont infectées avant 25 ans.

Chez les jeunes de moins de 25 ans, on compte six nouvelles infections à VIH par minute. Rien que l'an dernier, plus de 3 millions d'enfants et de jeunes ont été infectés par le VIH.

Comment se fait-il que les enfants et les jeunes demeurent sous la menace de ce virus? Depuis des années, ils sont informés de ce qu'il faut faire ou ne pas faire, et pourtant, le nombre des infections s'accroît encore et toujours. Si nous avons échoué, c'est en partie parce que nous ne sommes pas parvenus à faire comprendre aux enfants et aux jeunes pourquoi ils doivent se protéger et protéger les autres et parce qu'ils n'ont pas été suffisamment associés à l'élaboration des politiques et programmes efficaces de prévention et de soins. Il faut que les adultes écoutent réellement ce que les jeunes ont à dire, afin de concevoir avec eux des programmes susceptibles de réduire leur vulnérabilité au VIH, ainsi que la stigmatisation et la discrimination qui entourent l'épidémie.

Nous devons impérativement:

- Ecouter** les enfants et les jeunes, être à l'écoute de leurs idées et de leurs préoccupations et comprendre ce qu'ils ressentent comme important dans leur vie.
- Apprendre** en s'écoutant mutuellement, le respect, la participation, le soutien et les moyens de prévenir l'infection à VIH.
- Vivre** dans un monde où les droits des enfants et des jeunes sont protégés et où ceux qui vivent avec le VIH/SIDA sont soignés, soutenus et à l'abri de la discrimination.

Nous devons engager le dialogue nécessaire pour endiguer l'épidémie: un dialogue entre enfants, jeunes et adultes, entre adultes et entre enfants et jeunes.

Les parents, les responsables politiques, les organisations religieuses et éducatives et les médias influencent non seulement l'opinion publique, mais aussi les politiques nationales. Ils façonnent les mentalités et définissent les valeurs qui dictent les comportements. Pour changer la façon dont l'opinion publique perçoit les jeunes, il faut informer les jeunes comme le reste de la population en insistant sur leurs forces et leurs faiblesses, sur la discrimination et les mauvais traitements dont ils sont victimes, sur ce qu'ils apportent et peuvent apporter à la communauté, et sur les facteurs sociaux qui promeuvent la prévention du VIH parmi les jeunes.

Quelques idées d'action...

- Faire passer des messages sur le VIH dans les discours prononcés par les politiciens et les leaders lors de manifestations publiques.
- Encourager les célébrités à s'exprimer sur l'importance de la solidarité avec les personnes vivant avec le VIH et leur fournir des messages simples qu'ils peuvent délivrer lors de manifestations publiques et au cours des interviews qu'ils accordent aux médias.
- Former les journalistes à parler d'une manière sensible et précise du VIH/SIDA et de l'impact de l'épidémie sur les enfants et les jeunes, et leur fournir régulièrement des informations actualisées et les statistiques nécessaires.
- Créer des récompenses décernées chaque année aux médias, pour encourager les journalistes à écrire des articles de fonds sur les enfants, les jeunes et le VIH/SIDA.
- Encourager les journalistes à constituer des réseaux informels visant à promouvoir l'échange d'informations et d'idées sur le SIDA.
- Organiser des réunions avec les rédacteurs des divers médias régionaux afin de les informer des tendances de l'épidémie du VIH/SIDA et des sujets qui pourraient intéresser leurs publics.
- Encourager les enfants et les jeunes à faire connaître leurs idées sur les problèmes soulevés par le VIH dans les médias qui leur sont destinés, en participant à des médias interactifs, par exemple en intervenant dans des programmes radiophoniques ouverts au public et en écrivant aux rédactions.
- Collaborer avec les concepteurs de feuillets radiophoniques ou télévisés, afin d'intégrer des messages relatifs au VIH/SIDA dans leurs scénarios.
- Intégrer les questions entourant le SIDA dans des campagnes en cours telles que les campagnes de lutte contre la violence à l'encontre des femmes et les campagnes en faveur des droits de l'homme.

Objectif 2: Renforcer les programmes de lutte contre le SIDA destinés aux enfants et aux jeunes

Les suggestions présentées ci-après pour renforcer les programmes SIDA à l'intention des enfants et des jeunes sont fondées sur le document intitulé *Les jeunes et le VIH/SIDA: Document de travail sur les éléments d'une stratégie mondiale*, préparé pour la réunion du Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA, en décembre 1998. La Campagne mondiale contre le SIDA constitue un des principaux moyens de poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie mondiale, c'est pourquoi les sept domaines d'action présentés dans le document ont été élargis aux questions relatives aux enfants et à l'intégration de la communication, qui est le grand thème de la Campagne 1999.

Ces domaines d'action n'ont rien de normatif: il s'agit de suggestions parmi lesquelles les pays pourront choisir les thèmes correspondant à leurs priorités. Quelques *Idées d'action* sont également proposées qui peuvent être utilisées ou modifiées selon les besoins. Les efforts de mobilisation de la Campagne doivent impérativement aller au-delà des activités de plaidoyer et servir au renforcement des programmes destinés aux enfants et aux jeunes et élaborés avec eux.

Dix domaines d'action pour renforcer les programmes de lutte contre le SIDA à l'intention des enfants et des jeunes

1. Des politiques nationales qui protègent les droits des enfants et des jeunes et les rendent moins vulnérables au VIH/SIDA
2. La participation des enfants et des jeunes à la prise de décisions ainsi qu'au soutien et à l'éducation de leurs pairs
3. La communication pour remettre en question les règles sociales qui accroissent le risque d'infection à VIH chez les enfants et les jeunes
4. Un vrai dialogue entre les adultes, les jeunes et les enfants
5. Des opportunités de travail et une formation professionnelle aux enfants et aux jeunes, pour réduire leur vulnérabilité à l'infection par le VIH
6. Une éducation scolaire et extrascolaire de qualité dans les domaines des compétences psychosociales, de la santé sexuelle et du VIH/SIDA
7. Des services de santé sensibles aux besoins des enfants et des jeunes
8. Un soutien et une prise en charge aux enfants et aux jeunes qui vivent avec le VIH/SIDA et sont touchés ou rendus orphelins par l'épidémie
9. Réduction de la stigmatisation et la discrimination qui entourent le VIH/SIDA
10. Prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant

1 Des politiques nationales qui protègent les droits des enfants et des jeunes et les rendent moins vulnérables au VIH/SIDA

Les politiques qui permettent aux jeunes de se développer en bonne santé et d'exercer pleinement leurs droits les rendent moins vulnérables au VIH/SIDA. En l'absence de telles politiques, les taux d'infection demeurent élevés parmi les jeunes. Les droits des jeunes sont énoncés dans la *Convention des Nations Unies relatives aux droits de l'enfant*, dans le *Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement*, et dans la *Plateforme d'action de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes*.

En collaboration avec les jeunes, il faudra passer en revue les politiques nationales actuelles, pour faire en sorte qu'elles comportent les éléments pertinents et soient

réellement adaptées aux enfants, aux jeunes et au SIDA. Sont considérées comme telles, les politiques sur la protection des droits économiques des enfants et des jeunes, ainsi que sur leurs droits à la participation, à l'éducation, aux services de santé, au soutien et aux soins, aux services de dépistage et de conseil volontaires, et à une vie à l'abri de la stigmatisation et de la discrimination. Les politiques prévoient des recherches appropriées sur la dynamique de l'épidémie chez les jeunes. A cette fin, elles feront en sorte que les données sur le VIH/SIDA soient récoltées et notifiées en fonction de l'âge et du sexe. Les plans stratégiques nationaux sur le SIDA tiendront compte des besoins et des droits spécifiques des enfants et des jeunes.

Quelques idées d'action...

- Examiner les politiques nationales et faire en sorte qu'elles soient sensibles aux besoins des enfants et des jeunes et les rendent moins vulnérables au VIH/SIDA en protégeant leurs droits. Il faudra également passer en revue les politiques relatives à l'emploi, à la santé, à l'éducation sur le SIDA dans les écoles et au statut de la femme.
- Créer une carte de petit format intitulée «Connais tes droits» et la distribuer aux enfants de toutes les écoles publiques.
- Encourager les groupes de jeunesse à organiser, à l'intention des fonctionnaires du gouvernement, un atelier sur l'utilité et l'efficacité de la participation des jeunes.
- Organiser des réunions avec les responsables de district pour les informer de la campagne ***Ecouter, apprendre, vivre!*** et des moyens de collaborer avec les enfants et les jeunes.
- Encourager la collecte des données sur le VIH/SIDA par année d'âge – ou par tranches d'âge restreintes plutôt que par groupes élargis – et par sexe, afin de mieux comprendre quand les jeunes contractent l'infection et les différences qui existent entre filles et garçons, jeunes femmes et jeunes hommes.
- Préconiser des politiques nationales qui respectent le droit des enfants et des jeunes touchés ou infectés par le VIH/SIDA ou orphelins à cause du SIDA.

2 La participation des enfants et des jeunes à la prise de décisions ainsi qu'au soutien et à l'éducation de leurs pairs

La participation pleine et entière des enfants et des jeunes à toutes les activités qui les concernent doit être un principe fondamental.

Les jeunes sont une force puissante de changement dans leur famille, dans leur vie avec leurs pairs, ainsi que dans la communauté dans son ensemble. Dans le monde entier, on retrouve des exemples de jeunes qui prennent une part active et même prépondérante dans la société, notamment là où leurs qualités de dirigeants sont encouragées par les adultes qui reconnaissent les ressources énormes qu'ils peuvent offrir. Dans de nombreux pays, on les encourage à assurer des rôles d'éducateurs, de mobilisateurs dans des groupes locaux des communautés, dans toutes sortes d'organisations dont les organisations, religieuses ou autres, qui travaillent dans le domaine du SIDA. Confrontés à de profondes difficultés émotionnelles, économiques et physiques, certains jeunes sont capables de survivre, de se développer et même de prendre soin des autres.

Les groupes organisés, par exemple les associations sportives et religieuses, les ONG, les organisations de service et les centres de jeunesse,

offrent aux jeunes leaders des occasions parfaites pour intégrer l'éducation au SIDA dans des programmes en place. Mais pour cela, il faut former les jeunes à la prévention du VIH parmi leurs pairs, ainsi qu'aux soins et au soutien de ceux qui sont déjà infectés et affectés par le VIH/SIDA. Les autorités nationales et locales soutiendront ces activités par des subsides directs, par l'accès à des locaux, par un appui à des programmes de formation, en fournissant aux jeunes des occasions de partager leurs expériences, en favorisant leurs activités et en établissant des réseaux avec des partenaires du secteur privé pour lancer des initiatives orientées vers les jeunes.

Lorsque le respect mutuel existe, les adultes peuvent apprendre à comprendre les perceptions des enfants et des jeunes et, en partenariat avec eux, élaborer des programmes et des politiques beaucoup plus créatifs et pertinents que des tentatives visant uniquement à influencer la jeunesse. Il faudra pour cela que les organismes responsables se dotent des mécanismes nécessaires pour que les jeunes soient consultés et participent réellement au processus de prise de décision.

Quelques idées d'action

- Créer des conseils de jeunes dirigés par des jeunes, qui fournissent des conseils aux organismes chargés des politiques et des décisions sur le SIDA. Inviter au moins deux représentants de ces conseils de jeunes à devenir membres à part entière de la branche technique du Groupe thématique onusien sur le VIH/SIDA.
- Inviter des jeunes à siéger au conseil de direction de diverses organisations, par exemple les ONG sur le SIDA, les organisations de développement et les groupes de personnes vivant avec le VIH, afin d'y faire connaître leur point de vue.
- Donner aux jeunes une formation d'éducateurs pour leurs pairs, dans les domaines des compétences psychosociales, de la santé sexuelle et du SIDA.
- Former des jeunes aux techniques de conseil, afin qu'ils servent d'intermédiaires entre les professionnels de la santé et les jeunes clients des dispensaires locaux.
- Engager les jeunes à participer aux programmes de prise en charge, par exemple à se former aux soins à domicile.

3 La communication pour remettre en question les règles sociales qui accroissent le risque d'infection à VIH chez les enfants et les jeunes

En raison de certaines règles sociales que l'on retrouve dans toutes les sociétés, il est parfois difficile pour les enfants et les jeunes de se protéger de l'infection à VIH. Il s'agit par exemple des comportements que l'on attend des hommes et des femmes, des rôles sexuels et sociaux, des tabous culturels et autres sujets qui ne sont pas abordés en public. Ces règles sont souvent profondément enracinées dans les familles, les médias et les écoles chargés de façonner la conception que l'enfant a du monde et le rôle qu'il doit y jouer.

Dans de nombreuses sociétés, on attend des jeunes hommes qu'ils prouvent leur masculinité

en ayant une vie sexuelle précoce et de nombreuses partenaires sexuelles, sans se préoccuper des risques de grossesse, des maladies sexuellement transmissibles ou de l'infection à VIH. Les «hommes, les vrais» sont censés être au courant des questions sexuelles, c'est pourquoi, même s'ils sont mal informés, ils n'oseront pas se renseigner de peur de perdre la face.

Par ailleurs, on attend généralement des jeunes femmes qu'elles soient ignorantes des choses du sexe, inexpérimentées et pures. Pourtant, elles sont nombreuses à avoir une vie

Quelques idées d'action...

- Organiser des ateliers à l'intention des parents sur leur responsabilité dans la détermination du comportement de leurs enfants, en insistant sur la notion d'égalité entre les sexes.
- Encourager les médias pour les jeunes à présenter des modèles masculins positifs.
- Utiliser le théâtre de rue pour aborder la questions des relations et du «partenaire idéal».
- Placer dans les classes une boîte dans laquelle les élèves peuvent, en tout anonymat, glisser des questions qui seront traitées par les enseignants à des moments prévus à cet effet.
- Encourager les étudiants des universités à collaborer avec des élèves plus jeunes pour remettre en question les règles sociales qui exposent les jeunes hommes et les jeunes femmes au risque du VIH.
- Collaborer avec l'industrie du disque pour composer des chansons sur la lutte contre la stigmatisation et la discrimination dans le domaine du SIDA et sur la solidarité à l'égard de ceux qui sont infectés et affectés par l'épidémie.
- Entreprendre une analyse des stéréotypes négatifs dans la presse écrite et informer les rédacteurs responsables des résultats, ou organiser des ateliers avec les journalistes et les rédacteurs pour examiner ces questions.
- Organiser des débats dans la communauté sur les questions sensibles ou taboues et élaborer des matériels visant à faciliter la discussion dans ces situations.
- Identifier les règles sociales et culturelles qui augmentent la vulnérabilité au VIH dans votre communauté (p. ex. les pressions sociales qui encouragent les garçons à avoir une vie sexuelle précoce).
- Collaborer avec les agences de publicité pour créer des messages dépourvus de stéréotypes mais contribuant à l'émergence de normes nouvelles.

sexuelle précoce qu'elles sont contraintes de cacher à leurs parents et à d'autres adultes. Mais de ce fait, elles disposeront rarement de préservatifs, car ils seraient la preuve de leur activité sexuelle et les feraient même passer pour des filles faciles. Etre féminine, c'est aussi être soumise et passive; c'est pourquoi il est difficile sinon impossible pour une jeune femme de demander à son partenaire d'être fidèle ou d'utiliser un préservatif, par crainte des conséquences, notamment la violence.

Pour les jeunes hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, la crainte du rejet social est grande. Pour cacher leur orientation sexuelle, leurs liaisons se déroulent souvent en cachette ou dans une précipitation qui laisse peu de temps pour négocier l'usage du préservatif. Nombreux sont ceux qui ont aussi des rapports sexuels non protégés avec des femmes, soit parce

qu'ils sont bisexuels, soit parce qu'ils cherchent à cacher leur homosexualité. Les risques de transmission du VIH à l'homme comme à la femme par ces comportements sans protection sont élevés.

Il faut remettre en question les règles sociales qui contribuent à la propagation du VIH. Il faut encourager les parents à parler de la sexualité avec leurs enfants. Il faut convaincre les jeunes hommes que la masculinité ne se mesure pas au nombre des partenaires, mais qu'elle est plutôt subordonnée à un comportement responsable. Il faut donner aux jeunes femmes les compétences psychosociales qui leur permettront de résister à la pression de leurs pairs tant masculins que féminins. Il faut encourager les garçons comme les filles à parler ouvertement avec leurs partenaires de leur relation et des moyens de rendre plus sûre leur activité sexuelle.



4 Un vrai dialogue entre les adultes, les jeunes et les enfants

Les enfants et les jeunes souhaitent communiquer et créer des liens avec des adultes en qui ils ont confiance. Partout dans le monde, les jeunes font savoir qu'ils souhaitent pouvoir discuter davantage des relations personnelles, du VIH/SIDA, des questions de sexe et de sexualité, et qu'ils désirent que cette information leur soit fournie par leurs parents. D'après le Centre international de recherche sur les femmes, les jeunes ont besoin de communiquer avec les adultes qui jouent un rôle important dans leur vie, notamment, les parents, les oncles et tantes, les grands-parents, les parrains et marraines, et les leaders de la communauté.

Une étude portant sur quelque 90 000 jeunes des Etats-Unis a révélé que ceux qui bénéficiaient de l'affection d'un adulte, fumaient moins, retardaient le début de leur vie sexuelle, et avaient moins de grossesses non désirées. Ces résultats étaient indépendants de l'appartenance ethnique, du statut socio-économique, du niveau

d'éducation et de la structure familiale – familles monoparentales ou biparentales.

Il est par conséquent essentiel que les parents forment des relations de confiance avec leurs enfants en les écoutant et en leur parlant. Lorsque cette confiance existe, il devient plus facile pour l'enfant d'exprimer ses préoccupations concernant le sexe et la sexualité et pour les parents de donner des messages de prévention clairs. Par ailleurs, les parents ont souvent besoin d'informations et de compétences particulières pour communiquer plus activement avec leurs enfants au sein de la famille et pour mieux défendre leurs intérêts dans la communauté pour ce qui est des questions relatives au VIH/SIDA.

Les adultes présents dans les écoles, les organisations religieuses et les associations sportives, par exemple, peuvent servir d'intermédiaires entre un enfant et ses parents; ils peuvent aussi jouer un rôle de confident pour un enfant ou un jeune en difficulté.

Quelques idées d'action...

- Encourager les enseignants à donner comme devoir à leurs élèves de questionner leurs parents sur leurs propres expériences et/ou d'aborder le sujet du SIDA au sein de la famille.
- Encourager les parents à lire et écouter les médias destinés aux jeunes.
- Encourager les jeunes à participer à la planification des rencontres communautaires ou religieuses en collaboration avec les adultes.
- Encourager les adultes à aborder avec les enfants et les jeunes les questions qui les préoccupent.

5 Des opportunités de travail et une formation professionnelle aux enfants et aux jeunes pour réduire leur vulnérabilité à l'infection par le VIH

La pauvreté peut rendre des communautés entières plus vulnérables au VIH en obligeant les jeunes hommes à quitter leur foyer pour trouver du travail, en poussant des désespérés à se réfugier dans la drogue ou en faisant de la prostitution une stratégie de survie pour les jeunes femmes et les enfants.

La pauvreté limite aussi l'accès des jeunes à l'éducation, car les familles démunies n'ont pas les moyens d'acheter les livres et les uniformes et de payer les taxes d'inscription; elles comptent aussi sur les enfants pour contribuer au revenu familial. L'éducation des filles est souvent sacrifiée au profit de celle des garçons. En conséquence, les filles demeurent illettrées et sans formation professionnelle solide; devenues jeunes femmes, elles tombent sous la dépendance économique des hommes, en particulier de leurs partenaires, ce qui les prive de l'indépendance et du pouvoir nécessaires pour se protéger.

D'autres facteurs contribuent à accroître la vulnérabilité des enfants et des jeunes au VIH. Ils sont nombreux ceux que la pauvreté jette dans la

rue, où ils se réfugient dans la drogue et se livrent à la prostitution pour survivre. En outre, les zones rurales et les quartiers pauvres sont souvent moins touchés par les campagnes contre le SIDA et les services de santé, qui pourraient limiter la transmission du VIH en soignant les maladies sexuellement transmissibles, y sont insuffisants.

Il est essentiel que les filles comme les garçons aient pleinement accès à l'éducation, à la formation professionnelle et à des emplois en fin de formation, afin qu'ils ne soient pas contraints à la prostitution qui les expose au VIH. Donner aux jeunes femmes la possibilité d'accéder à des sources de revenus (p. ex. grâce au système du micro-crédit), leur permet de participer plus pleinement à la prise de décisions au sein de la famille et de la communauté. Ce pouvoir économique affaiblit le risque d'exploitation et d'abus sexuels et permet aux femmes de mieux subvenir aux besoins de leurs enfants et de briser le cercle vicieux de la pauvreté et de la dépendance. L'augmentation des revenus dans la communauté entraînera aussi nécessairement une amélioration des services de santé et des communications.

Quelques idées d'action...

- Créer des liens avec des projets destinés à mettre en place ou à élargir les programmes de micro-crédit ou de prêts à faible taux d'intérêt pour des activités productrices de revenus.
- Accroître les possibilités d'apprentissage en cours d'emploi pour les jeunes.
- Mettre en contact des entreprises privées et des associations de jeunes pour organiser des stages de formation.
- Faire en sorte que les messages de prévention parviennent aux communautés les plus vulnérables (p. ex. en organisant des manifestations spéciales dans les quartiers les plus pauvres).

6 Une éducation scolaire et extrascolaire de qualité dans les domaines des compétences psychosociales, de la santé sexuelle et du VIH/SIDA

Dans la plupart des pays, les adolescents sont mal informés de la sexualité et de la reproduction. Ils n'ont pas non plus acquis les compétences indispensables pour refuser des relations sexuelles non désirées ou pour négocier des rapports sexuels protégés. Pourtant, les responsables politiques, les leaders d'opinion et les parents pensent encore trop souvent qu'il suffit de garder les jeunes dans l'ignorance des questions sexuelles et reproductives pour qu'ils s'abstiennent d'activité sexuelle. Contrairement aux idées reçues, il est maintenant prouvé que l'éducation sexuelle bien dispensée n'entraîne pas une activité sexuelle plus précoce ou accrue. Au contraire, elle contribue à retarder l'âge du premier rapport sexuel et à protéger les jeunes sexuellement actifs des MST, du VIH et des grossesses non désirées. En fait, l'éducation sexuelle est plus efficace lorsqu'elle est dispensée avant la puberté.

Les écoles sont un excellent moyen d'atteindre un grand nombre de jeunes et par eux, les familles et les communautés. Les écoles influencent les élèves non seulement par le

contenu des programmes scolaires, mais aussi par les valeurs enseignées, notamment le respect, l'égalité entre les sexes et les droits de l'homme. L'école peut également offrir un refuge à l'abri des abus, où règnent la compréhension, la compassion et la non-discrimination. Si l'on veut intégrer l'apprentissage des compétences psychosociales et l'éducation sur le SIDA dans les programmes scolaires et collaborer avec les jeunes éducateurs qui ont prouvé leur efficacité à façonner les comportements de leurs pairs, il faut former les enseignants en conséquence.

Les Ministères de l'éducation, en collaboration avec les associations de parents et des représentants des élèves, seront chargés d'élaborer les politiques permettant d'intégrer l'éducation pour les compétences psychosociales, la santé sexuelle et le VIH/SIDA dans les programmes scolaires, dès l'école primaire et jusqu'à la fin de la scolarité des jeunes. Il faudra sensibiliser l'opinion publique en faveur de ces politiques, si l'on veut obtenir l'appui des parents et d'autres membres de la communauté.

Quelques idées d'action...

- Intégrer un enseignement de qualité sur les compétences psychosociales, la santé sexuelle et le VIH/SIDA dans les programmes scolaires dès le niveau primaire.
- Former les enseignants à dispenser des programmes efficaces sur les compétences essentielles et les aider à obtenir les matériels nécessaires.
- Inviter les associations de personnes vivant avec le VIH/SIDA à contribuer aux débats organisés dans les écoles et dans les communautés.
- Former les agents communautaires aux techniques interactives, par exemple aux jeux de rôle, pour dispenser un enseignement sur les compétences psychosociales, la santé sexuelle et le VIH/SIDA.
- Encourager les troupes de théâtre à créer des spectacles sur les moyens d'améliorer les compétences psychosociales.

Il est en outre crucial que les jeunes qui ne fréquentent pas l'école aient également accès à ce type d'éducation, par exemple par le biais des ONG, des employeurs, des structures communautaires ou autres. Les enfants qui

travaillent et les enfants de la rue sont particulièrement vulnérables à l'infection par le VIH et doivent impérativement acquérir les armes nécessaires dans la vie avant d'adopter des comportements à risques.

Compétences psychosociales importantes à l'époque du VIH/SIDA

- **Comment** prendre des décisions saines concernant les relations et les rapports sexuels, et comment s'y tenir.
- **Comment** faire face aux pressions pour éviter, si on n'y tient pas, les rapports sexuels ou la consommation de drogues.
- **Comment** reconnaître une situation susceptible de devenir risquée ou violente.
- **Où et comment** demander de l'aide et du soutien.
- **Lorsqu'on** est prêt à avoir des rapports sexuels, comment négocier une protection suffisante ou d'autres formes de sexe à moindre risque.
- **Comment** montrer de la compassion et de la solidarité vis-à-vis des personnes vivant avec le VIH/SIDA.
- **Comment** s'occuper des personnes vivant avec le SIDA dans la famille et dans la communauté.



Des services de santé sensibles aux besoins des enfants et des jeunes

On accorde généralement moins d'attention aux besoins des enfants et des jeunes en matière de santé, une fois qu'ils ont survécu aux maladies de la petite enfance. Pour ceux qui ne sont pas mariés, l'accès au traitement des MST, aux services de planification familiale et aux soins prénatals et obstétricaux est très difficile voire impossible. Les heures d'ouverture ou la situation géographique de ces services les leur rendent inaccessibles et leur coût est trop élevé. Les jeunes hésitent aussi à utiliser les services qui exigent le consentement des parents ou des conjoints, par crainte d'une violation de la confidentialité. En outre, le manque de neutralité d'une partie des agents de santé décourage les adolescents, qu'ils soient ou non mariés, de demander conseils et traitement pour leurs problèmes de santé sexuelle et reproductive. Dans certains pays, la loi interdit l'accès de ces services aux adolescents.

Pour s'intituler «sensibles aux enfants ou aux jeunes», les services de santé doivent être abordables, accessibles, confidentiels et neutres. Ces services englobent le dépistage du VIH et le

conseil volontaires, ainsi que des services de soins et de soutien destinés à ceux qui sont déjà infectés. Ils peuvent aussi comprendre le conseil et l'appui aux jeunes dont certains membres de la famille sont infectés par le VIH/SIDA. Ces services peuvent être assurés dans les centres de santé existants après formation du personnel, dans des dispensaires pour les jeunes, dans des locaux communautaires ou appartenant à une ONG, par exemple les clubs de jeunes. Le personnel est partiellement composé de jeunes conseillers qui sont là pour parler de la planification familiale, des MST, du test VIH et de la consommation de substances. Ils servent d'intermédiaires entre les clients et le personnel médical et distribuent des préservatifs et d'autres produits liés à la santé reproductive. Lorsque les services répondent à ces critères, les enfants et les jeunes sont plus nombreux à les fréquenter.

Les responsables locaux et nationaux devraient encourager la prestation de services sensibles aux besoins des enfants et des jeunes et l'élaboration d'un cadre directeur sur la mise en œuvre de ces services.

Quelques idées d'action...

- Encourager les centres de santé locaux à réserver certaines heures à la prestation de services pour les enfants et les jeunes.
- Apprendre aux professionnels de la santé à assurer la confidentialité et la compassion dans les soins et l'appui apportés aux enfants et aux jeunes.
- Dans les cliniques et les écoles, prévoir un endroit où les jeunes peuvent, en toute confidentialité, obtenir des informations sur les MST et le VIH ainsi que des préservatifs.
- Promouvoir une coopération entre les écoles et les cliniques permettant aux jeunes d'accéder à des services de santé sensibles à leurs besoins.
- Demander aux jeunes conseillers de servir d'intermédiaires entre les jeunes clients et le personnel de santé.
- Faire connaître l'existence des services de santé sensibles aux besoins des enfants et des jeunes.



Un soutien et une prise en charge aux enfants et aux jeunes qui vivent avec le VIH/SIDA, sont touchés, ou rendus orphelins par l'épidémie

Les jeunes qui se savent séropositifs ont souvent énormément de peine à accepter le fait d'avoir été infectés si jeunes. Il leur est encore plus difficile de faire face aux sentiments de colère qui les habitent et à la confusion qu'ils ressentent au sujet de leur vie sexuelle et du risque qu'ils pourraient faire courir à d'autres personnes. Même lorsqu'il existe des groupes de soutien, aucun n'est équipé pour répondre aux besoins particuliers des jeunes de ce groupe d'âge. En outre, les jeunes qui vivent avec le VIH/SIDA, auront un besoin accru de soins au fur et à mesure du déclin de leur état de santé. Mais, comme on l'a vu (Domaine d'action 7), l'accès aux soins leur est souvent difficile.

Le SIDA fait des ravages parmi les enfants et les jeunes rendus orphelins par l'épidémie. Non seulement ils subissent l'épreuve de voir leurs parents tomber malades et mourir, mais en plus, à mesure que les ressources de la famille s'amenuisent, leurs chances de survie diminuent. Ils sont souvent obligés d'abandonner l'école pour soigner et nourrir leurs parents ainsi que leurs frères et sœurs; beaucoup quittent leur foyer

pour habiter chez des parents tout aussi pauvres ou alors, même très jeunes, ils partent travailler et vivre chez des connaissances éloignées ou chez un employeur.

Il faut impérativement protéger les droits des enfants et des jeunes qui vivent avec le VIH/SIDA, sont affectés ou rendus orphelins par l'épidémie, notamment leur droit de suivre l'école normalement, de participer à des sports d'équipe et d'avoir accès à des groupes de soutien. En outre, un appui économique et psychologique est souvent nécessaire pour les familles qui s'occupent d'orphelins ou pour les familles gérées par des orphelins. Les professionnels qui s'occupent de ces enfants et de ces jeunes devront recevoir une formation particulière afin de bien comprendre les besoins et les préoccupations spécifiques de ces populations. Si les jeunes participent aux services d'aide et d'appui aux orphelins et aux jeunes qui vivent avec le SIDA ou sont touchés par l'épidémie, ces services seront mieux acceptés par les intéressés et il sera plus facile d'instaurer un contexte non discriminatoire.

Quelques idées d'action...

D'après «Children on the Brink: Strategies to Support Children Isolated by HIV/AIDS», United States Agency for International Development, Washington, D.C., 1997.

- Faire en sorte que les familles soient en mesure de faire face à leurs problèmes en leur donnant accès au crédit, aux services de santé, en leur apprenant à prodiguer des soins à domicile et en leur rendant visite pour leur apporter un soutien moral.
- Aider les orphelins à assurer leur propre subsistance, veiller à ce qu'ils ne fassent pas l'objet d'une discrimination en matière d'éducation et soutenir les systèmes d'apprentissage auprès des artisans et employeurs locaux.
- Encourager la création de groupes d'appui dans les communautés, où les enfants et les jeunes infectés ou affectés par le VIH/SIDA, ou rendus orphelins par l'épidémie, pourront trouver un réconfort mutuel.
- Organiser des échanges épistolaires entre des enfants et des jeunes qui vivent avec le VIH/SIDA, sont affectés ou rendus orphelins par l'épidémie, dans des villes et pays différents.
- Apprendre à des membres de la communauté à prodiguer des soins à domicile aux familles vivant avec le SIDA et à servir d'intermédiaires entre elles et les services de santé.

9 Réduire la stigmatisation et la discrimination qui entourent le VIH/SIDA

Il arrive que les jeunes séropositifs, ainsi que ceux dont les parents vivent avec le SIDA ou en sont morts, soient sujets à la moquerie de leurs pairs, expulsés de l'école ou privés de la compagnie de leurs amis, lorsque les parents de ces derniers leur interdisent tout contact. Qu'ils soient infectés ou affectés, les jeunes sont souvent mal armés pour faire face à la discrimination, en particulier à la souffrance d'être rejetés par leurs pairs. Ils connaissent mal leurs droits, notamment le droit à la non-discrimination en matière d'éducation et d'emploi, et n'ont guère accès à des juristes et des avocats capables de les défendre.

La discrimination à l'égard des personnes infectées par le VIH ou supposées telles constitue une grave menace pour la santé publique. Elle contraint souvent ces personnes à se dissimuler pour se protéger et protéger leur famille des réactions de rejet. Elles mènent seules le combat contre le VIH et ne peuvent bénéficier des services de conseil ou autres (lorsqu'ils existent). Ce déni aggrave parfois la transmission du virus, car les personnes infectées n'adoptent pas les mesures susceptibles de protéger leurs partenaires sexuels. Dans l'ignorance de leur statut

sérologique, il arrive que ces personnes mettent au monde des enfants sans bénéficier des médicaments antirétroviraux qui pourraient réduire la transmission du VIH de la mère à l'enfant (lorsque ces médicaments sont disponibles et d'un prix abordable). La peur du rejet complique encore la prévention, lorsqu'une personne interprète l'insistance de son partenaire à utiliser le préservatif comme un aveu de séropositivité.

Il faut diriger tous les efforts sur la promotion des droits des personnes touchées par le VIH/SIDA à vivre sans discrimination, et élaborer et appliquer des lois et des politiques visant à protéger ces droits. La discrimination économique et sociale devrait être punissable. Les employeurs, les professionnels de la santé, les enseignants et les responsables politiques, entre autres, doivent être tenus de garantir l'égalité de traitement des personnes vivant avec le VIH. Les leaders nationaux et locaux doivent être en première ligne du combat contre la peur et le silence qui laissent la discrimination provoquer violence et souffrance, et ils doivent ouvrir la voie à la tolérance. De plus, les médias et les écoles mettront l'accent sur la solidarité et le soutien.

Quelques idées d'action

- Inviter des personnes vivant avec le VIH à parler dans les écoles.
- Etudier et faire connaître les pratiques relatives à l'acceptation des personnes vivant avec le VIH sur les lieux de travail et dans les écoles.
- Informer les employeurs des droits des personnes vivant avec le VIH et de la nécessité de lutter contre la discrimination sur le lieu de travail.
- Collaborer avec les responsables communautaires pour que les personnes vivant avec le VIH/SIDA soient mieux acceptées.
- Intégrer les personnes vivant avec le VIH/SIDA dans les scénarios des programmes de radio et de télévision.

10 Prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant

La transmission mère-enfant (TME) est, de loin, la plus importante source d'infection par le VIH chez les enfants de moins de 15 ans. Avec l'augmentation du nombre de femmes en âge de procréer vivant avec le VIH, on observe également une augmentation du risque de TME.

Le virus peut se transmettre en fin de grossesse, au cours de l'accouchement ou pendant l'allaitement au sein. En l'absence de mesures préventives, la probabilité de contamination du bébé par sa mère séropositive se situe entre 15% et 25% dans les pays industrialisés et entre 25% et 35% dans les pays en développement. Ces écarts s'expliquent essentiellement par les pratiques d'alimentation du nourrisson: l'allaitement au sein est plus répandu et dure généralement plus longtemps dans les pays en développement que dans les pays industrialisés.

Le SIDA a mis un frein à des années de progrès en matière de survie de l'enfant, mais nous disposons aujourd'hui de moyens efficaces pour prévenir la TME. Par exemple:

- **la prévention primaire de la transmission mère-enfant** consiste à prendre des mesures pour éviter l'infection aux femmes en âge de procréer;
- *l'accès à des services de planification familiale* pour permettre aux femmes d'éviter les grossesses non désirées;
- **l'administration de médicaments antirétroviraux** aux femmes séropositives qui souhaitent avoir des enfants, en association avec une substitution de l'allaitement au sein.

Toutefois, une stratégie de thérapie antirétrovirale et de substitution de l'allaitement

Quelques idées d'action...

- Persuader les femmes que la prévention de l'infection à VIH est le meilleur moyen de réduire la transmission mère-enfant.
- Informer les hommes de leur rôle et de leur responsabilité potentielle dans la transmission du VIH à leurs enfants avant et pendant la grossesse de leur partenaire.
- Promouvoir les études nécessaires pour déterminer quelle stratégie est réalisable et appropriée au pays pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant.
- Promouvoir l'accès à des services de dépistage et de conseil de qualité à l'intention des femmes enceintes.
- Réduire la stigmatisation et la discrimination à l'égard des femmes qui choisissent de ne pas allaiter, dans les régions où ne pas allaiter est interprété comme une preuve de séropositivité. La discrimination entraîne aussi une diminution du nombre des femmes qui font appel aux services de conseil lorsque ceux-ci existent.
- Faire en sorte que les solutions de remplacement de l'allaitement au sein (là où elles sont proposées) soient sans danger et que les mères aient accès à des substituts du lait maternel.
- Faire en sorte que les services de soins et d'appui à l'intention des mères qui vivent avec le VIH et de leurs familles soient opérationnels et accessibles à long terme.

Questions fondamentales et propositions d'action

au sein est complexe. Pour profiter de cette intervention, les mères doivent savoir qu'elles sont infectées par le VIH; il faut donc qu'elles aient accès à des services de dépistage et de conseil volontaires. Il est nécessaire d'évaluer avec précision les coûts et les

avantages. C'est au gouvernement de décider quel type de programme est réalisable et adapté au pays et s'il convient ou non d'organiser des projets pilotes pour mettre à l'épreuve divers modèles de stratégie avant une adoption élargie.

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) est le principal ambassadeur de l'action mondiale contre le VIH/SIDA. Il unit dans un même effort les activités de lutte contre l'épidémie de sept organisations des Nations Unies : le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), l'Organisation des Nations Unies pour le Contrôle international des Drogues (PNUCID), l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Banque mondiale.

L'ONUSIDA mobilise les actions contre l'épidémie de ses sept organismes coparrainants, tout en ajoutant à ces efforts des initiatives spéciales. Son but est de conduire et de soutenir l'élargissement de l'action internationale contre le VIH sur tous les fronts et dans tous les domaines - médical, social, économique, culturel et politique, santé publique et droits de la personne. L'ONUSIDA travaille avec un large éventail de partenaires – gouvernements et ONG, spécialistes/chercheurs et non spécialistes – en vue de l'échange des connaissances, des compétences et des meilleures pratiques à l'échelle mondiale.

Ecouter, apprendre, vivre!

Ecouter les enfants et les jeunes, être à l'écoute de leurs idées et de leurs préoccupations et comprendre ce qu'ils ressentent comme important dans leur vie.

Apprendre en s'écoutant mutuellement, le respect, la participation, le soutien et les moyens de prévenir l'infection à VIH.

Vivre dans un monde où les droits des enfants et des jeunes sont protégés et où ceux qui vivent avec le VIH/SIDA sont soignés, soutenus et à l'abri de la discrimination.



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

UNICEF • PNUD • FNUAP • PNUCID
UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

20 avenue Appia, CH-1211 Genève 27, Suisse

Tél. (+4122) 791 46 51 — Fax (+4122) 791 41 65

Courrier électronique: unaids@unaids.org — <http://www.unaids.org>